

Portrait de José Kagado.

À partir des années cinquante au Rwanda, les Tutsi, érigés par le colonisateur Belge en « caste » dominante, furent de plus en plus dénoncés par la majorité Hutu. En 1959, la revendication d'indépendance des Tutsi incita les Belges à renverser leur alliance au profit des Hutu, ce qui entraîna la chute de la royauté tutsi et la prise du pouvoir par les Hutu au sein d'une république ethnique soutenue par l'église catholique. Il s'ensuivit une vague d'émeutes et de pogroms qui commença avec la « toussaint rwandaise » de 1959. L'exil des Tutsi commença à cette époque. Ils furent des milliers à fuir les massacres, les répressions et la ségrégation institutionnalisée qui perdura au long des décennies suivantes. Le génocide de 1994 y trouve là ses racines. Il provoqua la mort de 800 000 personnes en cent jours.

José Kagabo est historien, Maître de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Menacé de mort au Rwanda il se réfugie en France en 1974.

Texte extrait du recueil « *J'ai deux amours, portraits d'exil* », de Brigitte Martinez, Le cherche midi éditeur, 1998.

FRITES MAYONNAISES

Un refrain comme une rengaine, *Turatsinze ga ye*, comme un souvenir d'enfance qui rappelle une berceuse, *Turatsinze ga ye*. Dans son petit bureau de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, José fredonne *Turatsinze ga ye*, José sourit et finit par traduire : « Hutu règne sans partage et toi Tutsi tais-toi ! Nous triomphons, « *Turatsinze ga ye* », nous triomphons », dit le refrain.

La ville où José naît en 1949 s'appelle Astrida. « C'est d'Astrida que rayonnera la civilisation » écrivaient les Belges. Mais c'est sur tout le pays que « rayonne » la « Toussaint rwandaise ». La révolution Hutu commence et José à 10 ans. De cette époque il retient moins « le bordel rwandais que le bordel belgo-rwandais. Pendant que tout le monde se tapait dessus dans les campagnes, moi je faisais parti d'une bande de gamins qui s'en prenaient aux militaires de la colonisation. Je trouvais que nous avions un grand roi et un beau pays souverain. A 10 ans, je réclamais l'indépendance immédiate et sans condition ».

Les premières batailles, jets de pierres contre lacrymogènes, sont rangées : les soldats l'empêchent d'approcher son roi, venu tenir meeting au « cercle des évolués » ? Il se venge à la fronde. Les infirmiers arrivent avec leur vaccin ? Il casse les carreaux, enjambe les fenêtres : les seringues, surtout quand elles sont tenues par les blancs, il faut s'en méfier. « On pensait qu'ils voulaient nous injecter un produit meurtrier, un produit stérilisant. On pensait qu'ils nous extermineraient en nous empêchant de procréer ». José rit au souvenir de sa naïveté d'enfant, avant de se rembrunir : « les massacres ont éclaté dans cette atmosphère-là. C'était d'abord une bagarre entre monarchistes et antimonarchistes qui voulaient conserver la tutelle belge. Et puis c'est devenu une histoire de Hutu et de Tutsi ».

Cadavres, maisons incendiées, passages à tabacs, arrestations : la vie continue malgré tout et, le jour du référendum, l'ennemi reste le même.

« Les parachutistes Belges encadraient les urnes. Là, j'ai vu la répression. J'ai vu la manipulation. J'ai vu comment on terrorisait les gens pour qu'ils votent contre le roi ».

Semaine après semaine, l'exil suit son cours avec ses défilés d'oncles, de cousins en partance, via la maison familiale, pour l'Ouganda ou le Congo. « On se retrouvait à cinquante, parfois soixante chez moi ». Mais José refuse de partir, le Rwanda, c'est son pays. Que son père aille sans lui au Burundi ! Son exil sera bref, avec de simples mots pour expliquer son retour : « Tu sais mon petit, plutôt que d'être premier ailleurs, je préfère être dernier chez moi ».

Ces paroles confortent la jeune conscience politique de José. L'enfant est de tous les meetings, donne sa voix pour chanter à la chorale *Indépendance, cha cha !* Et son énergie pour danser *Indépendance cha cha !* Il s'accroche aux discours radiophoniques - « on avait un poste pour peut-être dix mille » - lancés depuis la Tanzanie et le Congo. « Pour moi l'indépendance c'était le rêve, la belle vie, la fête ! ».

En 1962, quand Astrida devient enfin Butare, le réveil est brutal :

« La déclaration d'indépendance s'est jouée dans la

tragédie. Et dans cette tragédie j'étais du mauvais côté. J'avais le sentiment que les Belges avaient donné l'indépendance aux uns en éliminant les autres. »

Maisons fouillées, descentes militaires, couvre-feu, emprisonnements, les tentatives de retours armés de jeunes réfugiés Tutsi rythment la fréquence des répressions et leur brutalité : « je me souviens d'un copain rentré à l'internat les tempes trouées par une lance. On avait liquidé ses parents. D'autres copains ne revenaient pas. Ils avaient été jetés à la rivière ».

José se réfugie dans les études. Il ne se révolte pas. « J'entrais avec mes camarades dans une phase d'intériorisation de la répression. C'était l'autorité. Elle devait s'exercer, on devait la subir. Il était facile de s'élever contre les blancs parce qu'ils étaient visiblement étrangers. Mais là, c'étaient des Rwandais ».

Mais, aux Rwandais comme José, fils de Tutsi emprisonné, on ne délivre pas d'« attestation de bonne conduite, vie et mœurs ». Et sans cette attestation pas de carte d'identité. Sans carte d'identité, pas de concours administratifs, pas de travail. La solution ? Acheter « une fausse carte d'identité, avec la mention Hutu ». Un papier à ne montrer qu'aux blancs. Les seuls qui, Hollandais ou Canadiens, lui offrent un salaire, un bon salaire qui apporte, sourit José, « un substantiel correctif à mon sentiment d'oppression ». Non, il ne partira pas.

Ils sont accusés d'être trop visibles à l'école, à l'université. Ils sont accusés d'occuper les meilleures places chez les blancs. Ils sont Tutsi, cibles choisies de la « deuxième phase de la révolution » menée en 1973. « Les copains venaient chez moi étudier des stratégies de départ. J'en accompagnais certains à la frontière, mais j'excluais toujours l'idée de quitter mon pays. C'était *mon* pays ».

Mais son pays, cette fois c'est sûr, ne veut plus de José : son nom figure parmi la liste des indésirables. Son nom est affiché à l'Institut National de Recherche Scientifique, sur son lieu de travail. Son compte bancaire, comme tous les comptes Tutsi est bloqué. Cette fois c'est sûr, sa vie est menacée : de tabassage de rue en saccage de maison, le jeune homme, directement touché, dessine un plan de

fuite : départ avec Alphonse, en Vespa, direction le Zaïre. Ils sont arrêtés à la frontière.

Été 1998. Dans son petit bureau d'historien, boulevard Raspail, José marque une pause. Le temps d'un café, d'un coup d'œil à la presse parisienne, aux comptes rendus des témoignages de la commission d'enquête parlementaire française, et à ceux produits par le tribunal pénal international. Pour gérer l'après génocide dit-il, « il faut aussi trouver les moyens de sanctionner éthiquement ce que le droit ne saurait sanctionner. Il faut trouver les moyens de consoler humainement ceux qui seront injustement accusés, ou les enfants des victimes pour lesquels il n'y aura jamais de justice parfaite, en tout cas compensatrice ».

José est retourné au Rwanda en 1994, « c'était juste après le génocide ». Il est parti compter les morts, ses morts. Ceux de sa famille, presque entièrement décimée, comme celle de son épouse. « Affectivement je n'aurais pas survécu à une non-confrontation avec la réalité. Je pense que je me sens mieux maintenant. Aujourd'hui je me sens à même de mener une réflexion et parallèlement un travail d'historien. Il ne doit pas y avoir d'amnésie pour que les Rwandais se construisent autre chose. Il faut qu'ils voient le monstre en face ». Il faudra à José plusieurs voyages pour, petit à petit, de photographies en recueil de témoignages, pouvoir faire œuvre de mémoire.

La vie de cachot, entre tortures et bastonnades, s'organise petit à petit. La cellule se remplit d'autres détenus, d'autres Tutsi, jusqu'à former « une vraie colonie ». Grâce au fil de la corruption, les liens se tissent avec les gardiens du soir : « ils allaient nous acheter du pain et de la bière de banane. On se saoulait, ça nous aidait à passer la nuit ». Une aide qui fait aussi passer le goût des repas quotidiens, une eau salée, vague pâte de manioc mal cuite, diluée dans d'énormes fûts. Une aide alimentaire qui, par un heureux hasard, ne sera pas la dernière.

Un haut gradé en visite à la prison, reconnaît en José un compatriote de Butare. Le militaire interpelle alors le commissaire : « Tu crois que tu détiens là un grand cancrelat ! Mais ce petit voyou n'est pas un vrai cancrelat ! Les vrais cancrelats il

faut les abattre. Mais pas lui ! » Le soir même, le commandant fait porter à José un ragoût en cellule « Dans ce pays où tout le monde a peur du poison, je me suis dit : poison ou pas, je mange. Je me sentais revivre ! Pour la première fois j'éprouvais du goût pour la nourriture. Pour la première fois je sentais que je mangeais à ma faim ! » Ce repas, ordinaire sur le plan gastronomique, sera suivi le lendemain par un autre, des plus extraordinaire. « Le lendemain, je suis monté en grade. J'ai eu un repas « d'évolué » : ils m'ont donné des frites mayonnaises ! Des frites en tôle ! » En y pensant José est pris d'un long fou rire. La bonne éducation « à la Belge » enseignée par les frères au « groupe scolaire de la charité Astrida » s'impose à son souvenir d'enfant indépendantiste. À l'époque où les blancs « apprenaient aux adolescents à amidonner les vêtements, à porter une cravate, à tricoter, à tisser des nappes. Ils leur apprenaient à manger à la fourchette alors que nous, nous mangions avec les doigts. Ils leur apprenaient à cuire des frites, à manger des frites, alors que nous, nous mangions des pommes de terre à l'eau ».

Les frites des blancs s'imposent, nourriture de luxe en prison, à celui qui passe aux yeux des Hutu pour un « cancrelat, un serpent, un cafard, une vipère », un animal dont la chanson encourage l'extermination : *Écrasez les serpents, écrasez-les par la tête*. En cellule, José s'invente des chants d'espoir. Il entonne *En passant la frontière dans le brouillard d'une nuit d'été*. Il fredonne un rêve. Il n' imagine pas le réaliser.

Le soir de son arrivée en France, le 20 janvier 1974, José se couche à l'heure où, chez lui, les premiers coqs chantent. À minuit. « Les deuxièmes coqs chantent entre deux et cinq heures du matin. À cinq heures trente, c'est au tour des oiseaux ». Alors José attend. Il ne ferme pas l'œil de la nuit. Il attend. Il attend que les coqs et les oiseaux chantent. Il attend jusqu'à neuf heures pour apprendre qu'à Paris les coqs n'existent pas et que les oiseaux, l'hiver, ne chantent pas. Il attend jusqu'à neuf heures pour apprendre que le temps, ici, se gère différemment. José ne peut ainsi pas se résoudre à faire la queue au self du restaurant universitaire. « Je ne comprenais

pas que des adultes perdent leur temps à courir après la bouffe. On a chez nous un rapport à la nourriture très distant. On dit par exemple qu'un homme bien élevé ne mange pas. « Manger » C'est un mot qui, pour une certaine génération ne se prononce pas. On emploie un autre mot, *Gufungura* ou bien différentes métaphores ».

En prison, José continue de rêver, de chanter la liberté. Dans la forêt où on le conduit pour couper du bois, le rêve devient tangible : derrière les buissons, le Zaïre s'offre à lui. Mais le rêve est dangereux. Il hésite. Peu de temps. « Si tu es encore là dans une demie heure », lui crie le gardien, « je te mets une balle dans la tête ! ». L'évasion, programmée malgré lui, est un cadeau, il l'apprendra plus tard, du commandant. Celui qui apprécie les frites mayonnaises. « Voilà comment j'ai quitté le Rwanda, voilà comment débute l'exil. C'était fin mai 1973. J'avais été arrêté le 26 février ».

En France, le « problème d'intégration » de José est « avant tout alimentaire ». À sa première bouchée de camembert « restituée intégralement dans les toilettes » succèdent d'autres tests gastronomiques. Il les passe, au fil des années, avec davantage de succès. Il goûte le poisson, aliment rare au Rwanda, avec précaution. « Dans ma famille, je suis de la première génération à en avoir consommé ». Sa grande victoire sur l'animal et sur le pays naîtra d'une lutte à l'armoricaine. « Pour la première fois j'étais fier d'inviter des Français à dîner. Ce jour-là, je me suis senti vraiment intégré. C'était en 1982, en décembre 1982 ».

Aujourd'hui José enseigne à l'université et, de séminaires en conférences, voyage aux quatre coins du monde. Il retourne au Rwanda. Pour poursuivre son devoir de mémoire. En historien. En Homme. « Il y a eu des victimes, il y a eu des bourreaux. Ce n'est pas simple d'être un enfant, un parent de victime, ça ne l'est certainement pas d'être un enfant de bourreau, c'est une charge lourde à porter. On ne peut pas s'enfermer dans sa souffrance de victime sans voir la souffrance d'une responsabilité qu'on n'a jamais portée soi-même. Il y a là aussi

une douleur sur laquelle il ne faut pas fermer les yeux et encore moins son cœur. Ça n'enlève rien au statut de la victime, de ses descendants, de ses parents, mais je pense que l'approche de sa propre douleur serait incomplète si elle était inattentive à la douleur de l'autre ».